

Concours : Ecole Nationale de la Magistrature

Epreuve : Connaissance et compréhension du monde contemporain

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Fraternité

"La fraternité est l'une des plus belles inventions de l'hypocrisie sociale !" scandait Gustave Flaubert. En effet, partout proclamée, la fraternité ne semble en réalité que très peu appliquée.

La fraternité est le sentiment d'être uni par les mêmes liens, de faire partie du même groupe que les autres humains, une impression d'être semblables. La fraternité se distingue de la solidarité qui elle, suppose d'être passé à l'action, en cela, elle est plus concrète que la fraternité. Celle-ci se différencie aussi de la notion de compassion, décrite par Milan Kundera comme le fait de "ne pas regarder d'un cœur froid la souffrance d'autrui" dans de L'Insoutenable légèreté de l'être.

Cet entre-deux qu'est la fraternité a d'une part des origines chrétiennes : "tous frères !" et d'autre part républicaines puisque peu après la Révolution Française, Robespierre choisit de l'inscrire sur le drapeau français.

Toutefois, bien que brandie comme un étendard, la fraternité est souvent délaissée. En effet, elle n'apparaît pas comme un objectif auquel il est souhaitable d'adhérer, de manière volontaire, mais comme un impératif : "la fraternité ou la mort ! !". Dès lors, imposée, la fraternité n'a plus rien de fraternel.

La loi des suspects introduite au début des années révolutionnaires illustra parfaitement cette volonté d'imposer la fraternité puisque son application entraîna l'exécution de 16 000 personnes, ce qui était tout à fait contraire à l'idée de fraternité.

Or, si l'on veut développer le sentiment de fraternité dans une société marquée par un fort individualisme, cela doit se faire par l'adhésion et non par la contrainte. Bien que la fraternité ait été érigée par le Conseil constitutionnel dans sa décision du 6 juillet 2018 comme un principe à valeur constitutionnelle, elle ne pourra s'implanter plus largement que de façon volontaire.

Ainsi, dans quelle mesure la fraternité permet-elle une meilleure unité de la société française ? Comment le sentiment de fraternité peut-il s'accroître dans une société où l'individu est centré sur lui-même, sans faire l'objet d'une contrainte ?

Nous verrons dans un premier temps que la fraternité est un idéal confronté à une réalité parfois décevante (I) puis dans un second temps, que la fraternité est un principe fédérateur encouragé par les pouvoirs publics (II).

I - La fraternité, un idéal confronté à une réalité parfois décevante

Il conviendra de voir tout d'abord que la fraternité est une valeur proclamée au service de l'unité nationale (A) puis qu'il existe un déficit croissant de fraternité face à la montée de l'individualisme (B).

A) La fraternité, une valeur proclamée au service de la cohésion sociale

Un sentiment, la fraternité est aussi une valeur. Dès 1848, et aux côtés des principes de liberté et d'égalité, la fraternité a intégré la devise française. Elle a été introduite

pour compenser les inégalités que peuvent produire la liberté et l'égalité. La fraternité est alors une valeur morale qui vient nuancer, atténuer les effets néfastes des deux autres principes. Très tôt, Jean-Jacques Rousseau met en avant dans son Discours sur l'inégalité l'idée selon laquelle ces principes de liberté et d'égalité sont vecteurs d'inégalités. Il prend l'exemple de la propriété privée qui symbolise la possession et favorise l'égoïsme et le repli sur soi. Pourtant, alors même que le droit de propriété a un caractère absolu, ce dernier ne lui permet pas d'en abuser. La notion d'abus de droit de propriété impose, si ce n'est de faire œuvre de fraternité, de faire œuvre de bienveillance à l'endroit de ses voisins. C'est ce qui a pu être affirmé pour la première fois en 1915 dans l'affaire Clément Bayard. Ainsi, la fraternité poursuit l'objectif d'une meilleure cohésion sociale dans un monde globalisé et donc de plus en plus concurrentiel.

Dès lors, la fraternité est un idéal proclamé en faveur d'un lien social plus resserré. Toutefois, dans une société où règne l'individualisme, on constate un déficit croissant de fraternité.

B) Un déficit croissant de fraternité face à la montée de l'individualisme

D'une part, ce défaut de fraternité s'illustre entre classes supérieures et classes populaires. Dans La Société des égaux (2011) Pierre Rosanvallon fait le constat amer d'une baisse de la solidarité qui s'expliquerait par la hausse des inégalités. En effet, en 2009, 14,2% de la population française vivait sous le seuil de pauvreté tandis qu'en 2018, ils étaient 14,9%. De plus, il alerte sur l'hostilité grandissante envers les pauvres, qui à l'extrême peut s'apparenter à la xénophobie. C'est ce que met en évidence le couple de sociologues Pignon-Charlot dans Les ghettos du gotha (2008). En effet, force est de constater qu'il existe en France, et aux États-Unis dans une plus forte proportion, des lotissements fermés sur l'extérieur, voire barricadés avec alarmes, caméras et vigiles. De ces exemples, ressort une peur des autres et un sentiment qui est tout autre que celui de fraternité.

D'autre part, et à l'instar de Gregor Samsa dans La Métamorphose de Kafka (1915), un défaut de fraternité se manifeste à l'endroit des étrangers. En effet, transformé en un monstrueux insecte, Gregor n'inspire à sa famille que dégoût. À sa mort, sa famille sera soulagée, faute de n'avoir réussi à s'habituer à sa différence. C'est ce que la crise migratoire, dans une moindre mesure, en 2015 a pu laisser entrevoir. En effet, face à cette quantité de bateaux transportant des migrants venus pour la plupart du continent africain mais aussi pour beaucoup de Syrie, les États européens n'ont fait preuve que de peu d'ouverture. L'Union Européenne n'a d'ailleurs pas trouvé de réponse commune quant aux conditions d'accueil de ces migrants. Par là même, la fraternité a été malmenée.

Ainsi, si la fraternité est un idéal fort, celle-ci est toutefois confrontée à une réalité décevante. Pour se répandre, la fraternité, devenue un principe juridique, ne doit pas être contraignante, elle doit susciter l'adhésion. Pour cela, l'État peut encourager à sa promotion.

II - La fraternité, un principe fédérateur encouragé par les pouvoirs publics

Il conviendrait de voir tout d'abord qu'aujourd'hui, la fraternité est un principe juridique, mais qu'il ne doit pas pour autant être imposé (A) puis qu'il est souhaitable que les pouvoirs publics participent à l'extension de son influence (B).

A) La fraternité, un principe juridique qui ne peut s'imposer de force

Alors qu'elle n'était jusqu'alors qu'un idéal, la fraternité est désormais un principe juridique auquel le Conseil constitutionnel lui a conféré valeur constitutionnelle dans sa décision du 6 juillet 2018. Par cette décision, les juges constitutionnels censurent partiellement l'article L. 622-1 du Code de l'entrée au séjour des étrangers et demandeurs d'asile : cet article

Concours : Ecole Nationale de la Magistrature

Epreuve : Connaissance et compréhension du monde contemporain

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



consacrerait ce que l'on appelait "le délit de solidarité". Or, l'aide humanitaire portée à un individu est indifférente de la régularité de son séjour sur le territoire. Ainsi, en érigeant comme principe à valeur constitutionnelle la fraternité, le Conseil constitutionnel renforce cette valeur, la rend plus concrète et par là même effective.

Pour autant, ce principe ne saurait imposer une obligation de fraternité. En effet, s'il s'agissait désormais d'une obligation contraignante, la fraternité ne serait plus un sentiment naturel vertueux. Elle n'est d'ailleurs pas toujours composée que de bons sentiments. Elle peut parfois être intéressée. Or, qu'il en soit, elle doit se cultiver, s'approprier. C'est dans les moments difficiles où l'unité nationale est attaquée (attentats) ou mise en péril (coronavirus) qu'elle s'exprime de manière tout à fait remarquable. En témoignant la fabrication de masques, de surblouses, de gels hydroalcooliques par les particuliers mais aussi par les grandes entreprises les premiers mois de la pandémie du Covid-19. La fraternité s'exprime alors spontanément et renforce par là même le lien social.

Dès lors, bien que la fraternité constitue désormais un principe juridique, elle doit continuer de s'étendre de manière volontaire, encouragée par les pouvoirs publics.

B) La promotion de la fraternité par les pouvoirs publics

Pour renforcer le vivre ensemble, il est souhaitable qu'émerge un projet commun comme le préconisait Marc

N°

5/6

Bloch dans L'Étrange défaite (1942). En effet, la France a besoin d'un projet fédérateur. Celui-ci pourrait consister dans l'extension du sentiment de fraternité. Pour développer ce sentiment dans la société, Régis Debray dans Le moment fraternité (2008) insistait sur quatre éléments : le banquet (les soupers de l'an II et aujourd'hui la fête des voisins), la fête (la fête de la fédération et aujourd'hui la fête de la musique), la chorale (l'hymne national qui perdure et la multiplication des émissions sur la voix) et le serment (celui du jeu de paume en 1789 et aujourd'hui celui des magistrats par exemple). Tous ces éléments participent à la promotion du sentiment de fraternité dans la société contemporaine française.

Plus encore, les pouvoirs publics peuvent encourager le développement de la fraternité. Ils l'ont fait à travers la loi de décembre 2015 sur l'accompagnement de la vieillesse en créant un statut des aidants, au nombre de 11 millions en France, en leur octroyant des congés supplémentaires voire une aide financière. En outre, le rapport Libérer l'engagement des Français et refonder le lien civique (2015), présidé par Claude Bartolone propose la mise en place d'un crédit temps engagement pour chaque salarié afin de s'engager dans la vie associative ainsi que rendre un stage obligatoire d'une semaine pour les élèves de seconde à réaliser au sein d'une association, afin d'accroître dès le plus jeune âge le sentiment de solidarité.

Pour conclure, alors que la fraternité est brandie comme un idéal incontournable, nécessaire à l'unité nationale, elle est confrontée à un individu replié sur lui-même. Aujourd'hui, bien que la fraternité ait été érigée en principe à valeur constitutionnelle, elle ne doit pas devenir contraignante mais plutôt susciter l'adhésion soutenue par les pouvoirs publics.

